

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LIAISON

Energie-Francophonie

NUMÉRO 110 — 4^e TRIMESTRE 2018



GESTION DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Enjeux et défis pour l'environnement et les sociétés



Le Cameroun est-il une terre d'accueil des migrants au sud du Sahara ?

Philippe MBEVO FENDOUNG

Philippe Mbevo Fendoung est titulaire d'un master recherche en géographie physique et d'un master professionnel en Géomatique (cartographie, télédétection et systèmes d'informations géographiques appliqués à la gestion durable des territoires) de l'Université de Yaoundé I – Cameroun. Il poursuit des recherches doctorales sur la question de la vulnérabilité des zones côtières du Cameroun face aux aléas climatiques.



Gilles Yvans AKAMBA

Gilles Yvans Akamba est géographe environnementaliste et professeur des lycées d'enseignement général (PLEG) en géographie, diplômé de l'École Normale Supérieure de Yaoundé (Université de Yaoundé).

Le Cameroun est signataire de tous les grands traités internationaux et régionaux sur les réfugiés et demandeurs d'asile, que ces derniers relèvent ou non de la responsabilité du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR).

L'afflux des migrants au Cameroun : une problématique à la fois sécuritaire, socio-économique et environnementale.

Le nombre de déplacés au Cameroun a quadruplé depuis 2014, générant un accroissement brutal des besoins humanitaires, autant pour les arrivants que pour les populations locales (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 2015a). Au regard de la multiplicité des nationalités des réfugiés au Cameroun, il y a lieu de dire que ce pays constitue une terre d'accueil, et ce bien que certaines régions du Cameroun fassent encore face aux épineux problèmes de malnutrition et de sous-alimentation et que les réfugiés mettent souvent à mal la situation sécuritaire du pays (Kilembe, 2014). Les raisons qui poussent ces migrants vers le Cameroun sont multiples.

La raison sécuritaire apparaît comme la principale. En effet, la conséquence directe d'une instabilité politique qui conduit à des affrontements violents pour la conquête du pouvoir, dans la plupart des cas, est génératrice d'exodes de populations (Pourtier, 2006). Les pays comme la République centrafricaine et le Nigéria sont les plus concernés. En effet, depuis 2007, les conflits en République centrafricaine ont provoqué le déplacement de



Mobé, un village de l'Est du Cameroun

Crédit photo : Amc aja (wikimedia commons)

phijppesmbevo@yahoo.fr
akambagilles@gmail.com

plus de 250 569 réfugiés en direction du Cameroun (UNHCR, 2015). Ces réfugiés se sont installés majoritairement dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua, mais aussi dans les centres urbains de Yaoundé et Douala où ils sont pris en charge par les autorités administratives et les organisations humanitaires. Au Nigéria, les conflits orchestrés par la secte islamiste Boko Haram ont également mobilisé un flux important de migrants vers le Cameroun. En plus de la situation sécuritaire, d'autres se déplacent au Cameroun en raison de contextes économiques peu favorables dans leur pays d'origine. C'est le cas des ressortissants tchadiens, guinéens et ivoiriens, qui se déplacent essentiellement vers le milieu urbain où de multiples opportunités leur sont offertes.

Cependant, les aménagements de terrain nécessaires à l'ouverture de camps de réfugiés et les prélèvements du bois énergie ou du bois d'œuvre pour les charpentes des abris se font au détriment des formations végétales environnantes. En plus des personnes, une autre enquête diligentée par le HCR sur l'estimation du cheptel des réfugiés en 2014 a dénombré un effectif non exhaustif de près de 110 000 têtes, toutes espèces confondues. L'entretien de ce bétail nécessite une disponibilité en ressources environnementales, notamment végétales (fourrage, pâturages) et hydriques (point d'abreuvement). Bien que transitoire, cette situation engendre une pression supplémentaire sur les ressources locales en raison de l'accroissement des besoins des populations et des animaux, surtout dans la zone soudano-sahélienne, l'une des plus grandes parties de la zone d'accueil. Il pourrait en découler un impact sur l'environnement, en plus de créer des tensions intercommunautaires entre autochtones et réfugiés sur les principes d'accès et d'utilisation des ressources.

La nécessité de quantifier plus précisément le nombre de migrants résidant au Cameroun s'impose donc, afin de juguler les implications sociales, environnementales et même sécuritaires liées à leur présence.

De l'état des réfugiés résidant au Cameroun

Le nombre de réfugiés sans cesse croissant au Cameroun nécessite ainsi une mise à jour, de façon à être en mesure de proposer une meilleure prise en charge de cette catégorie de la population. Les statistiques du HCR et des organismes locaux sont déterminantes. En 2014, toutes nationalités confondues, le Cameroun a recueilli 276 265 réfugiés. Ce nombre est passé à 459 650 en 2015, puis à 595 935 en 2016 (UNHCR, 2018).

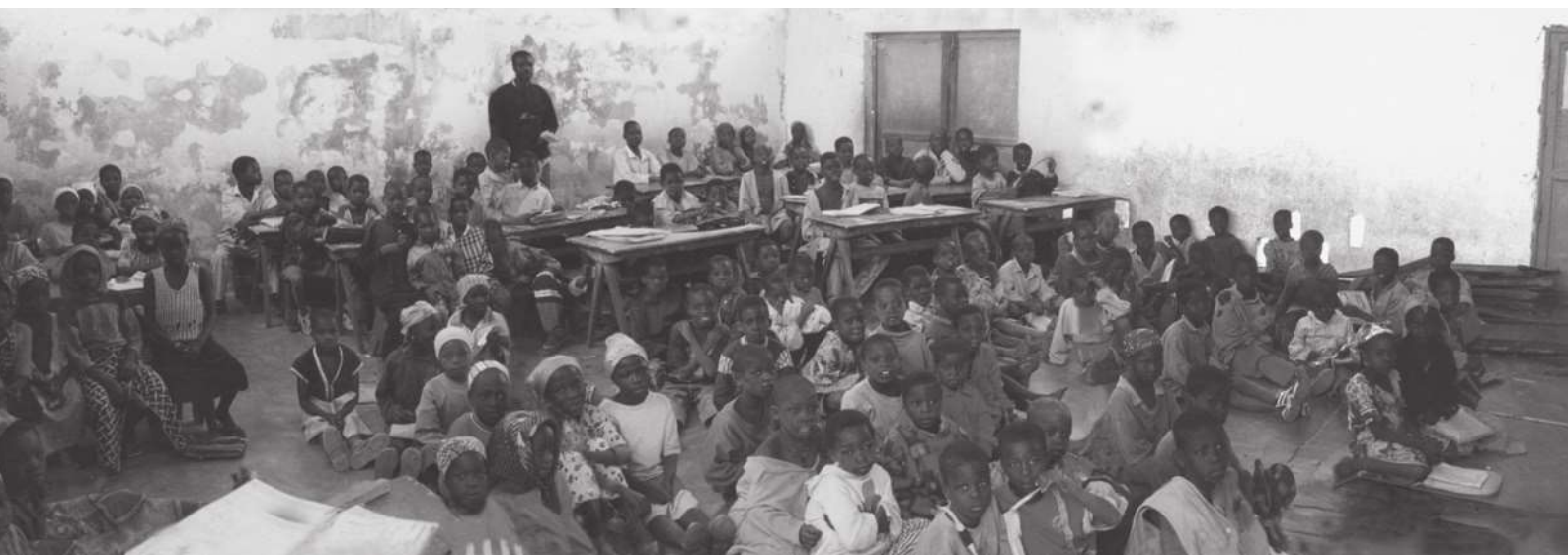
D'abord, au niveau des régions de l'Est et de l'Adamaoua, depuis 2017, le Cameroun a accueilli plus de 250 000 réfugiés le long de la frontière avec la République centrafricaine (UNHCR, 2015). Ce mouvement de la population fait suite à l'instabilité chronique que connaît la RCA depuis plus de 10 ans. En juin 2015, les statistiques indiquaient 159 905 réfugiés dans la région de l'Est (65,6%), 63 093 dans l'Adamaoua (25,9%); le reste est réparti dans les régions du Centre, du Littoral et du Nord. Dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua, qui accueillent environ 91,5% des réfugiés, les sept camps de réfugiés sont situés dans cinq communes: Djohong, Garoua-Boula, Kentzou, Kétté et Yokadouma.

Ensuite, dans la région de l'Extrême-Nord, le Cameroun accueille un afflux significatif de migrants tchadiens et centrafricains depuis l'indépendance de leurs pays dans les années 1960. Fidèle à cette tradition d'octroi de l'asile à des centaines de milliers de réfugiés, le Cameroun a accueilli plus de 85 000 nigériens, dont plus de 60 000 installés dans le camp de Minawao (BAD, 2017) fuyant les exactions de la secte islamiste Boko Haram.

On dénombre ainsi plusieurs camps de réfugiés dans le pays. Il existe de plus une proportion importante de migrants non identifiés ou en cours d'identification. Ceux vivant autour du camp se livrent à de petites activités lucratives, mais aussi dans certains cas à des actes de vandalisme, qui se manifestent par des agressions, des vols et même des viols. De même, compte tenu de la dégradation des conditions de vie, ces déplacés exercent une pression considérable sur les ressources naturelles. Ces écosystèmes subissent ainsi un préjudice énorme, dans un contexte marqué par la désertification (Ahidjo, 2016).

Enfin, dans plusieurs centres urbains de nombreux réfugiés ont également été identifiés. En effet, le rapport du projet de protection légale des réfugiés urbains (FODEC-UNHCR, 2016) indique que plus de 22 222 réfugiés ont été dénombrés en milieu urbain.

Le Cameroun est signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Et, tel que souligné par le rapport du Programme Humanitaire et Développement (2016), le pays est demeuré fidèle à sa tradition d'accueil des réfugiés, notamment centrafricains. Toutefois, avec l'accueil d'autant de migrants, le Cameroun fait face à un impératif: mettre en place des politiques et des stratégies de gestion adaptées afin d'être en mesure de mieux contrôler les enjeux et défis de cette situation.



Une salle de classe au Cameroun

Crédit photo : Martin, Jean-Yves

■ La gestion des migrants au Cameroun

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2015b) a défini un plan d'actions humanitaires pour répondre aux besoins des migrants et déplacés internes. En l'occurrence, il déploie de nombreux efforts pour mieux accueillir les demandeurs d'asile. Par exemple, le terrain pour la construction du camp de réfugiés de Minawao a été gracieusement fourni par les autorités camerounaises. De même, il est intéressant de remarquer que la majorité des réfugiés centrafricains vit au sein de communautés d'accueil, et près de 30% d'eux vivent dans les camps (comme par exemple ceux de Djohone, Gado et Lolo) construits sur des terres également allouées par les autorités.

Les efforts entrepris par le Cameroun sont appuyés par de nombreux bailleurs de fonds. Il s'agit, entre autres, des États Unis d'Amérique, de la Corée du Sud, du Royaume Uni, de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Dutch Postcode Lottery (NPL), du Canada, de l'Espagne, du Japon, de Bill & Melinda Gates Foundation et du Programme des Nations Unies de lutte contre le HIV/Sida. En 2018, leur contribution a été évaluée à 15 649 674 \$ US. À titre illustratif, le HCR joue un rôle crucial dans l'épanouissement des réfugiés au Cameroun. Il octroie des moyens financiers et matériels pour la construction et la sécurisation des camps de réfugiés et des rations alimentaires.

Enfin, au plan diplomatique, le HCR et les Gouvernements du Nigéria et du Cameroun ont signé un accord tripartite le 2 mars 2017 concernant le rapatriement volontaire des nigériens. Les déplacés camerounais vivant dans la région de l'Extrême nord devraient également rentrer dans leurs villages d'origine. Un groupe de travail technique a élaboré un plan d'action pour les activités de rapatriement qui ont démarré en janvier 2018 au regard du retour à la normale du point de vue sécuritaire.

En définitive, et bien que les statistiques avancées par les différents auteurs et organismes divergent, le Cameroun reste une terre d'accueil des réfugiés. Malgré sa situation humanitaire et sécuritaire assez fragile, il s'efforce à garantir une protection aux réfugiés. Ces derniers exercent une pression considérable sur l'environnement, en prélevant abondamment les ressources naturelles locales. La bonne gestion des conflits sociaux, et la mise en place de politiques foncières cohérentes et intégrées s'avère nécessaire pour mieux gérer les conflits en Afrique et leurs répercussions socio-économiques et environnementales. 🌿

■ Bibliographie

- Ahidjo, P. (2016). Migration tchadienne et centrafricaine au nord Cameroun : enjeux humanitaires et problématique de la dégradation de l'environnement. Edition Galati University Press, ISSN 2065 -1759.
- BAD (2017). Cameroun proposition visant l'octroi d'une aide humanitaire d'urgence de 1 000 000 dollars EU au titre de don destine aux refugies de l'extrême-nord du Cameroun.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires. (2015a). Aperçu des besoins humanitaires. Rapport. Yaoundé, Cameroun.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2015b). Plan de Réponse Humanitaire (PRH). Rapport. Yaoundé, Cameroun.
- FODEC-UNHCR (2016). Rapport du projet de protection Légal des réfugiés urbains à Yaoundé.
- Kilembe, F. (2014). Assurer la sécurité en République centrafricaine : mission impossible ?
- Pourtier, R. (2006). Les réfugiés en Afrique centrale : une approche géopolitique (Refugees in central Africa : a geopolitical approach). In : Bulletin de l'Association de géographes français, 83^e année, 2006-1 (mars). Territoires d'exil : les camps de réfugiés. pp. 50-61 ;
- Programme Humanitaire et Développement (2016). Crise centrafricaine mouvements de retour transfrontaliers : Analyse de scénario à l'horizon 2018.
- UNHCR (2015). Statistiques des refugies centrafricains dans l'Est, l'Adamaoua et le Nord du Cameroun au 20 Décembre 2015.
- UNHCR (2018). Résumé du plan 2018. Rapport. Yaoundé, Cameroun.